



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8589^e séance

Mardi 30 juillet 2019, à 10 heures
New York

Provisoire

Président : M. Meza-Cuadra. (Pérou)

Membres :

Afrique du Sud	M ^{me} Mogashoa
Allemagne	M. Schulz
Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Moriko
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Norman-Chalet
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
Indonésie	M. Syihab
Koweït	M. Alotaibi
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Pierce

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes appelées à présenter un exposé à participer à la présente séance : M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence; et M^{me} Susannah Sirkin, Directrice des politiques et des partenariats internationaux à Physicians for Human Rights.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Lowcock.

M. Lowcock (*parle en anglais*) : Vendredi dernier, 26 juillet, je me suis entretenu par liaison vidéo avec le docteur Mohammed Abrash, chirurgien à l'hôpital central d'Edleb. Formé à Alep, il exerce la médecine depuis 28 ans, et il se trouve à Edleb depuis 2011. Le docteur Abrash m'a dit qu'il avait peur. Sa chambre se trouve au dernier étage du bâtiment. Il dit que les étages inférieurs et le sous-sol sont les endroits les plus sûrs, et c'est donc là que se trouvent les patients. Quelques jours avant que je lui parle, une bombe qui a explosé à 50 mètres de distance a soufflé toutes les vitres et les fenêtres de sa chambre. Un jour plus tôt, une autre bombe a touché une clinique gynécologique située à 200 mètres de là. L'hôpital où travaille le docteur Abrash a été déclaré établissement protégé (hors conflit) au titre du système des Nations Unies. Tout le monde sait où il se trouve.

J'ai parlé avec le docteur Abrash parce que deux jours auparavant, le 24 juillet, trois jeunes sœurs ont été évacuées d'urgence par ambulance vers l'hôpital où il travaille. Leur maison avait été touchée par une bombe larguée par un avion de chasse. Dalia, âgée de 9 ans, était allongée sur le lit derrière le docteur Abrash, qui s'occupait d'elle alors que nous parlions.

Tout le monde a vu les photos de ses deux jeunes sœurs, parce qu'elles ont été publiées en première page des journaux du monde entier – Rawan, âgée de 3 ans, enterrée sous les débris, couverte de poussière s'accrochant au t-shirt de sa petite sœur Tuka dans un effort désespéré pour l'empêcher de tomber du bord du

précipice que la bombe a créé en détruisant les étages supérieurs de leur maison. Leur mère, âgée de 25 ans à peine, et leur sœur Reham, 5 ans, ont été tuées dans cette attaque. Rawan, cette courageuse petite fille de 3 ans, est morte des suites de ses blessures le lendemain de l'attaque. Elle avait sauvé sa petite sœur qui, depuis, a pu quitter l'hôpital du docteur Abrash.

Depuis plus de 90 jours, les bombardements et les tirs d'artillerie du Gouvernement syrien, soutenus par la Fédération de Russie, ont provoqué un carnage dans la zone dite de désescalade d'Edleb. Le 26 juillet, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a identifié au moins 450 civils tués depuis la fin avril, dont plus de 100 personnes rien que durant les deux dernières semaines. Nous recevons en permanence des rapports faisant état d'attaques ayant tué des civils, y compris d'autres attaques dans la ville de ces petites filles. Des centaines d'autres personnes ont été blessées. Plus de 440 000 ont été déplacées. Des dizaines de civils ont également été tués ou blessés par des bombardements imputables au groupe terroriste Hay'at Tahrir el-Cham, qui est inscrit sur la Liste du Conseil de sécurité, ainsi qu'aux groupes armés non étatiques qui lui sont associés.

Mon bureau et moi-même avons présenté un exposé aux membres du Conseil à sept occasions depuis le 29 avril, date à laquelle l'offensive actuelle a commencé. Les membres ont certainement tous connaissance de la déclaration publiée par la Haute-Commissaire aux droits de l'homme le 26 juillet. Qu'il me soit permis d'en citer quelques extraits.

« Malgré les appels répétés des Nations Unies à respecter le principe de précaution et de distinction dans la conduite des hostilités, l'impitoyable campagne de frappes aériennes menée récemment par le Gouvernement et ses alliés continue de toucher des établissements de santé, des écoles et d'autres infrastructures civiles, comme des marchés et des boulangeries. Ce sont des biens de caractère civil et il est très peu probable, vu la persistance de ces attaques, qu'ils soient tous touchés par accident. »

Comme elle l'a également souligné :

« Les attaques délibérées contre les civils sont constitutives de crimes de guerre et ceux qui les ont ordonnées ou perpétrées sont pénalement responsables de leurs actes. »

La dernière fois que j'ai fait un exposé devant le Conseil, c'était lors d'une réunion à huis clos, le

18 juillet. J'avais alors dit que je répondrais aujourd'hui à un certain nombre de questions posées par les membres du Conseil, dont la première concerne les sources d'information que nous utilisons pour déterminer ce qui se passe; la deuxième demandait que soient actualisées les informations sur le système de déconfliction; la troisième portait sur les lettres identiques datées du 16 juillet 2019, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil par le Représentant permanent de la République arabe syrienne (S/2019/572), et la quatrième cherchait à savoir si nous entendions transmettre les informations dont nous disposons sur les attaques visant des civils et des biens de caractère civil au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger ceux qui en sont responsables, ainsi qu'à la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne.

Premièrement, en ce qui concerne nos sources d'information, de nombreux membres du Conseil nous fournissent des informations, que nous étudions attentivement. Les renseignements que je transmets au Conseil proviennent de sources directes ou vérifiées, triangulées, examinées et confirmées. Nos équipes sur le terrain nous disent ce qu'elles voient. Nos partenaires, avec lesquels nous travaillons parfois depuis de nombreuses années et avec lesquels de nombreux pays représentés au Conseil travaillent également, nous fournissent des informations. Les témoignages proviennent des personnes les plus proches des sources qui ont été jugées crédibles par l'Organisation. Nous utilisons des images, y compris des images satellites, ou bien des images géolocalisées et horodatées d'installations médicales, images qui ont été analysées et évaluées par l'ONU. Nous voyons des vidéos d'explosions, de bâtiments détruits, de corps brûlés et d'enfants hurlants. Nous triangulons toutes nos informations.

Il existe de nombreuses autres sources d'information. Les organes de presse rendent compte dans le détail de ce qui est en train de se passer. Les membres ont tous vu leurs reportages et leurs enregistrements vidéo. Nombre d'images satellites illustrent l'impact des combats de ces trois derniers mois sur les villes et villages dans le sud d'Edleb. Par exemple, en comparant les photos satellites de Kfar Naboudé, ville du sud de la province d'Edleb, prises à la fin avril puis à la fin juin – c'est ce que

font les analystes du Programme opérationnel pour les applications satellitaires de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, organe des Nations Unies compétent en la matière –, nous constatons que l'ampleur de la destruction est compatible avec une campagne de bombardement menée dans le cadre d'une politique de la terre brûlée. En l'espace de trois mois, presque tous les bâtiments ont été détruits. Ces images satellites montrent 17 villages entiers qui ont été presque entièrement détruits et vidés.

Et puis il y a les informations provenant des organisations qui fournissent une assistance humanitaire, comme les organismes des Nations Unies tels l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé et le Fonds des Nations Unies pour la population, entre autres, ainsi que les nombreux partenaires humanitaires qu'elles financent. Ces organisations sont toutes financées par les États Membres à titre volontaire. Pour continuer à les financer, les États Membres demandent à être informés de la manière dont elles dépensent les fonds qu'ils leur ont alloués. Certains Membres engagent d'autres organismes indépendants pour s'assurer que ce que leur disent les organisations chargées de l'acheminement de l'aide est vrai. Ces organisations emploient des milliers de personnes au total, pour la plupart des Syriens, et beaucoup sont dans la même situation que le docteur Abrash. Les membres peuvent leur parler, eux aussi, tout comme je l'ai fait.

Et puis, bien sûr, il y a le témoignage des habitants d'Edleb eux-mêmes. Hier, par liaison vidéo, j'ai parlé avec deux groupes de personnes déplacées dans différents secteurs d'Edleb. Je leur ai demandé ce qui se passait là où ils se trouvaient. Ils ont dit : « Nous sommes bombardés tous les jours par les Russes et le régime. » Je leur ai demandé de quoi ils avaient besoin. Ils ont répondu : « Nous voulons juste que les bombardements s'arrêtent ».

« Vous sentez-vous en sécurité? »

« Non, nous avons peur. »

« Qu'espérez-vous à l'avenir? »

« Nous voulons simplement vivre en paix. »

Nous savons que des membres du groupe terroriste Hay'at Tahrir el-Cham, inscrit sur la Liste du Conseil de sécurité, se trouvent à Edleb et rendent difficile la vie quotidienne des citoyens ordinaires, mais nous savons aussi que, d'après les estimations, on recense environ 100 civils pour un combattant. Les réponses des

personnes à qui j'ai parlé hier ressemblent-elles à des paroles de terroristes? Je ne le crois pas, d'autant que ces gens à qui j'ai parlé étaient âgés de 8 à 12 ans. Ce sont des enfants – des petits garçons et des petites filles. Ils sont 1 million d'enfants dans cette région de la Syrie, et beaucoup viennent d'autres régions du pays, qu'ils ont été contraints de fuir avec leurs familles. Je leur ai demandé si certains d'entre eux allaient à l'école. « Non. C'est trop dangereux. Les écoles sont bombardées. »

Les informations sur Edleb ne manquent pas. Nous savons tous précisément ce qui se passe là-bas depuis trois mois.

Deuxièmement, on m'a de nouveau demandé des informations sur le système de déconfliction. Grâce à ce système, les organismes humanitaires, notamment les organisations non gouvernementales, fournissent au Bureau pour la coordination des affaires humanitaires des informations qui permettent d'identifier les sites civils statiques ou les déplacements humanitaires. L'ONU partage ensuite ces coordonnées avec les forces de la coalition internationale, la République turque et la Fédération de Russie.

Lorsqu'un incident implique un site protégé, nous en informons les parties et demandons qu'une enquête soit menée. Comme je l'ai dit au Conseil la semaine dernière, il est extrêmement important de déterminer si les informations fournies dans le cadre du système de déconfliction sont utilisées par les parties pour protéger les installations civiles contre une attaque ou, au contraire, pour en faire la cible d'attaques. Comme les membres le savent, j'ai demandé à la Fédération de Russie de préciser ce qu'elle fait des informations que nous lui communiquons. J'espère toujours obtenir davantage d'éclaircissements.

Nous avons également envoyé des notes verbales aux parties au conflit, concernant six attaques, menées dans le nord-ouest de la Syrie en 2019, qui ont impliqué des sites ou des déplacements qui auraient dû être protégés. Nous avons obtenu une réponse officielle de la Turquie, mais n'avons rien reçu de la part de la Fédération de Russie.

En dépit de nos efforts pour collaborer avec les parties au conflit afin de prévenir les attaques contre les biens de caractère civil et les travailleurs humanitaires, j'en suis arrivé à la conclusion que, dans l'environnement actuel, la déconfliction n'est pas efficace pour protéger ceux qui utilisent ce système. J'ai demandé à mon équipe de rencontrer de nouveau

les organisations humanitaires qui souhaiteraient que leurs activités soient protégées, afin de les informer de l'évolution de la situation et qu'elles déterminent si elles veulent que nous continuions ou non à transmettre aux parties des informations sur leurs nouveaux sites ou sur leurs déplacements.

Troisièmement, j'ai à présent pris connaissance de la lettre datée du 16 juillet, adressée par les autorités syriennes (voir S/2019/572), sur laquelle j'ai été interrogé pendant mon dernier exposé au Conseil (voir S/PV.8561). Comme les membres du Conseil le savent, il est indiqué dans la lettre que 119 hôpitaux de la province d'Edleb sont sous le contrôle de groupes terroristes, ne remplissent plus leur fonction première et ne peuvent plus être considérés comme des hôpitaux, des centres de santé ou même des biens de caractère civil.

La lettre ne mentionne que quelques établissements, dont l'hôpital de Maarret el-Nouman. Selon le module sectoriel Santé dirigé par l'ONU, il fonctionne comme un hôpital depuis décembre 2014. Le partenaire d'exploitation actuel, aidé par l'ONU, gère l'hôpital depuis avril 2015, et continue de le faire aujourd'hui. Parmi les établissements mentionnés dans la lettre figure également l'hôpital Ibn Sina, dont les sous-sols ont été remis en état grâce à des fonds de l'ONU et d'autres donateurs, et qui est en service depuis avril.

En outre, il est indiqué dans la lettre que le réseau d'ambulances tout entier a été mis hors service à Edleb. Ces derniers jours, les membres du Conseil ont tous vu des vidéos et des photos d'ambulances à Edleb, dont une a été utilisée pour emmener les trois petites filles dont j'ai parlé tout à l'heure – Rawan, Tuka et Dalia – auprès du docteur Abrash pour qu'il les soigne. L'ONU continue de soutenir les organisations qui dirigent des services ambulanciers à Edleb. Comme les membres du Conseil le savent, les installations et les transports médicaux ont droit à une protection spéciale en vertu du droit international humanitaire, et à ce titre des mesures doivent être prises pour les protéger même s'ils sont utilisés à des fins militaires.

Quatrièmement, sur la question de savoir si nous transmettrons les informations pertinentes que nous détenons au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables et à la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, afin d'étayer les enquêtes

sur les éventuelles violations dont nous sommes témoins, la réponse est oui, nous le ferons, à condition que les personnes qui nous fournissent ces informations sensibles nous donnent leur accord.

Entre janvier et mai de cette année, plus de 6 millions de personnes en Syrie ont bénéficié d'une aide humanitaire grâce aux fonds fournis par les donateurs pour nous permettre de mettre en œuvre le plan d'aide humanitaire établi par l'ONU. En moyenne, 2,9 millions de personnes ont reçu chaque mois une aide sous une forme ou une autre. Le plan d'aide humanitaire est axé sur les besoins. Quatre-vingt-cinq pour cent de toute l'aide fournie a été acheminée dans les zones où les besoins sont immenses – les zones où les besoins multiples et urgents convergent et requièrent une action systématique et soutenue. Une aide est également apportée dans les zones où les besoins sont moindres, y compris sous la forme d'activités visant à sauver des vies, telles que des campagnes de vaccination et des services de suivi nutritionnel.

Certaines informations récentes affirment que l'aide humanitaire de l'ONU ne parvient qu'aux personnes qui se trouvent dans les zones non contrôlées par le Gouvernement. Ce n'est pas vrai. De fait, la plupart des personnes qui ont bénéficié de l'aide de l'ONU se trouvent dans des zones contrôlées par le Gouvernement syrien. L'accès aux quelque 1,1 million de personnes dans le besoin vivant dans les zones qui sont passées sous le contrôle d'une partie adverse en 2018 ne cesse de s'améliorer. Dans le sud de la Syrie, par exemple, un demi-million de personnes dans le besoin ont reçu au moins une fois de l'aide humanitaire sous une forme ou sous une autre au cours des cinq derniers mois, malgré l'insécurité grandissante ces derniers mois. Des lacunes importantes en matière d'accès subsistent encore dans bon nombre de ces régions. La Ghouta orientale, par exemple, demeure très dépendante du transport de l'eau par camion bien qu'elle soit passée depuis plus d'un an sous le contrôle d'une partie différente. Je reste également préoccupé par le sort des 24 000 personnes toujours présentes à Roukban, et je demande à nouveau que l'on puisse accéder au camp.

Dans le nord-est, 734 000 personnes – dont 70 000 civils vivant actuellement dans le camp de Hol – reçoivent aussi une aide chaque mois. Les organismes humanitaires ont considérablement intensifié leur action pour répondre aux besoins du camp de Hol, ouvrant trois hôpitaux de campagne le mois dernier. Je demeure néanmoins extrêmement inquiet pour les personnes qui

y vivent. J'appelle à nouveau tous les États Membres à rapatrier leurs civils et à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour éviter l'apatridie. J'appelle également tous les États Membres à désamorcer les tensions de plus en plus fortes le long des frontières, dans le nord-est, et à éviter toute action susceptible de provoquer de nouveaux déplacements, de faire de nouvelles victimes et de causer de nouvelles souffrances.

De plus, les organismes humanitaires ont considérablement intensifié leurs opérations transfrontières, autorisées en vertu de la résolution 2165 (2014), notamment à l'intention des personnes qui sont parties vers le nord d'Edleb en raison des combats en cours. Ce mois-ci, l'objectif des organismes humanitaires est d'apporter une aide alimentaire à travers la frontière à quelque 1,2 million de personnes. Dans les circonstances actuelles, il n'y a pas d'autre moyen de fournir aux 3 millions de civils qui se trouvent dans cette zone l'appui dont ils ont besoin.

Je ne pense pas avoir communiqué aujourd'hui aux membres du Conseil des informations qu'ils ne connaissaient pas déjà. De nombreuses personnes ont décrit aux membres du Conseil ce qui se passe à Edleb depuis de nombreux mois maintenant. J'ai demandé au docteur Abrash et aux enfants à qui j'ai parlé hier s'ils avaient un message à adresser au Conseil. C'est le cas, et leur message est le suivant : « Nous avons peur. Aidez-nous, s'il vous plaît. Faites que cela s'arrête ».

Le Conseil de sécurité n'a fait aucun cas de tous les appels qui lui ont été adressés précédemment. Le Conseil sait ce qui se passe, et cela fait 90 jours qu'il reste sans rien faire, alors que le carnage se poursuit sous ses yeux. Les membres du Conseil vont-ils encore hausser les épaules, comme l'a dit Michelle Bachelet? Ou vont-ils écouter les enfants d'Edleb et passer à l'action?

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Lowcock de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Sirkin.

M^{me} Sirkin (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole devant le Conseil de sécurité au sujet des attaques commises contre les établissements de santé et leur personnel, et de leur impact sur les civils en Syrie. Le Secrétaire général adjoint, M. Lowcock, vient de donner un aperçu de la terrible crise humanitaire qui sévit dans le nord-ouest de la Syrie au moment où nous parlons.

Je m'appelle Susannah Sirkin et je suis la Directrice des politiques à Physicians for Human Rights, une organisation non gouvernementale internationale qui met la science et la médecine au service de la défense des droits de l'homme. Au cours des huit dernières années, les chercheurs de Physicians for Human Rights ont rigoureusement confirmé, documenté et signalé les violations commises durant le conflit syrien.

Depuis le début du conflit en Syrie, les attaques incessantes contre les établissements de santé et leur personnel sont un facteur déterminant et répondent à une stratégie de guerre délibérée, inhumaine et illégale. Lorsque des hôpitaux sont détruits, nous perdons bien plus que des bâtiments. Lorsque des agents sanitaires sont tués, nous perdons bien plus que ces vies humaines et voyons augmenter de manière exponentielle le nombre de personnes qui souffrent et meurent faute de soins médicaux. Les informations que nous avons recueillies méticuleusement au fil des ans montrent que, dans le conflit, le Gouvernement syrien agit au mépris total des vies civiles, comme en témoignent les attaques répétées qu'il mène depuis 2011 contre les établissements de santé et leur personnel. Les chiffres que je m'apprête à partager avec le Conseil sont sous-estimés, car nous appliquons une méthode conservatrice.

De mars 2011 à juillet 2019, Physicians for Human Rights a confirmé que 578 attaques avaient été commises contre au moins 350 établissements distincts, et que 890 membres du personnel médical avaient été tués. Cinq cent vingt et une de ces attaques – soit 91 % – ont été perpétrées par le Gouvernement syrien et les forces alliées, selon la répartition suivante : 297 par les forces gouvernementales syriennes; et 224 par les forces gouvernementales russes ou syriennes.

Toute attaque contre un établissement de santé en service constitue un crime de guerre. L'ensemble de ces attaques constituent des crimes contre l'humanité. La destruction généralisée et systématique des établissements de santé et l'assassinat de centaines de médecins, d'infirmiers, de pharmaciens et de travailleurs paramédicaux par la Syrie et ses alliés russes ont manifestement pour but de briser l'esprit de la population, comme le déclare un médecin syrien dans le nouveau documentaire très percutant *Pour Sama*, que tous les membres du Conseil auront, je l'espère, l'occasion de voir, si ce n'est pas déjà fait.

Cette tactique de terreur persistante transforme des lieux sûrs et pleins de vie en zones dangereuses et mortelles. Depuis plusieurs années, le Secrétaire général

partage régulièrement ces données avec le Conseil de sécurité. Elles ont été communiquées au monde entier à maintes reprises. Pourtant, et malheureusement, ces crimes continuent d'être commis en toute impunité.

À Alep, Physicians for Human Rights a recensé 161 attaques contre des installations sanitaires, dont 54 rien qu'en 2016. Les attaques menées par la Syrie et ses alliés russes contre des hôpitaux ont forcé des dizaines de milliers de civils à fuir et ont littéralement tué des patients privés de soins vitaux. Trois ans plus tard, le monde observe – en silence – une escalade semblable de la brutalité à Edleb et dans le nord-ouest de la Syrie, qui pourrait aboutir à la pire crise humanitaire du XXI^e siècle.

Le 29 avril, comme nous venons de l'entendre, le Gouvernement syrien et son allié russe ont lancé leur escalade militaire en ciblant Edleb et le nord de Hama. Depuis, 46 attaques contre des installations sanitaires ont été signalées à Physicians for Human Rights, et, à ce jour, en suivant une méthodologie rigoureuse, nous avons confirmé 16 de ces attaques, et le décompte se poursuit.

De mai au 15 juillet, le nombre de nouveaux déplacés pris au piège dans cette zone prétendument démilitarisée s'est approché de 500 000, portant le nombre de personnes dans cette zone à au moins 1,3 million. Ce nombre est très probablement plus élevé. Un grand nombre des familles qui se trouvent actuellement à Edleb ont déjà été déplacées – quatre ou cinq fois, voire plus – par les vagues incessantes de violence liée au conflit syrien. Les personnes qui sont aujourd'hui à Edleb n'ont, comme on le dit, nulle part où aller.

Un grand nombre des installations sanitaires dans cette région ont été mises hors service, mais, fait choquant, nous constatons que les accords coordonnés par l'ONU visant à informer toutes les parties de l'emplacement des installations sanitaires, dans l'objectif de protéger ces installations – comme vient de nous en informer le Secrétaire général adjoint Lowcock – font l'objet de violations incessantes. Les Gouvernements syrien et russe connaissent l'emplacement exact de la plupart des installations de santé, et ils continuent pourtant de les prendre pour cible.

Le vaillant personnel de santé qui reste sur place fournit des soins vitaux sous une pluie de bombes, et les médecins nous disent que les hôpitaux, qui devraient être les lieux les plus sûrs à Edleb, sont tout l'opposé.

Ils sont des cibles. Pas moins de 14 installations ont été touchées, selon la Syrian American Medical Society, alors qu'elles avaient communiqué leurs coordonnées aux belligérants par l'intermédiaire du mécanisme de désescalade du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), qui, comme nous venons de l'entendre, est en échec.

Physicians for Human Rights a par exemple recensé des attaques le 10 juillet contre le centre de soins de santé primaires de Saraqeb et l'hôpital central de Maarret el-Nouman, lequel, comme nous venons de l'entendre, reçoit un appui de l'ONU et continue de fonctionner en tant qu'hôpital en dépit des attaques. Ces deux installations avaient communiqué leurs coordonnées. Trois unités chirurgicales ont été attaquées le même jour début mai. La liste est longue.

En 2016, lorsque le Conseil a adopté la résolution 2286 (2016), sur la protection des soins de santé en période de conflit, le Secrétaire général de l'époque, Ban Ki-moon, avait affirmé :

« Lorsque des frappes dites « chirurgicales » touchent des blocs opératoires, quelque chose ne tourne vraiment pas rond;

Même les guerres ont des règles;

Le Conseil et tous les États Membres ne doivent pas se contenter de condamner de telles attaques. Ils doivent exercer toute leur influence pour pousser les parties à honorer leurs obligations » (S/PV.7685, pp. 3 et 4).

L'inaction collective actuelle du Conseil représente un manquement évident à sa responsabilité de protéger. Les gouvernements n'ont pas tenu compte des signes annonciateurs de cette stratégie de guerre criminelle qui a décimé les infrastructures, la communauté et la culture. Les civils syriens sont abandonnés par le Conseil de sécurité du fait de son inaction, par les gouvernements individuels qui avaient la possibilité de faire cesser le carnage, et, malheureusement, par les organismes des Nations Unies handicapés par des règles qui ont permis aux agresseurs de bafouer les accords humanitaires les plus élémentaires sans que cela ait la moindre conséquence.

Nous appelons la Syrie et la Russie à mettre immédiatement fin aux attaques contre les hôpitaux et d'autres infrastructures civiles vitales. Nous nous associons à l'appel de ces enfants. Nous appelons également toutes les parties au conflit à mettre fin à

la violence contre les civils. Nous prions le Secrétaire général d'ouvrir une enquête immédiate sur les attaques contre les installations sanitaires et le personnel de santé à Edleb, dans le nord de la province de Hama et dans l'ouest d'Alep, et de faire la lumière sur l'échec du mécanisme de désescalade. Toutes les parties doivent coopérer pleinement et accorder un accès sans entrave aux enquêteurs.

Nous appelons tous les gouvernements, tout le monde dans cette salle et toutes les personnes de conscience en tous lieux à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre un terme au massacre et protéger les civils coincés en Syrie. L'incapacité persistante du Conseil de sécurité à mettre fin à l'impunité pour ces crimes entache la crédibilité de cet organe en ce qui concerne l'accomplissement de sa tâche principale. L'inaction persistante envoie un message d'abandon et d'érosion du droit humanitaire, pas seulement pour la population en Syrie, mais pour toutes les victimes de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Je remercie les membres du Conseil de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à eux aujourd'hui. Je tiens à ajouter qu'à Physicians for Human Rights, nous rendons un hommage particulier aux professionnels de santé, à ceux qui sont encore en vie et qui continuent de fournir des soins sous les balles, à ceux qui ont été forcés de fuir et à tous ceux qui ont fait don de leur vie, pour leur courage et leur détermination à sauver des vies.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} Sirkin de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en anglais*) : Je fais cette déclaration au nom des trois rédacteurs, à savoir la Belgique, l'Allemagne et le Koweït.

Je remercie le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock et M^{me} Susannah Sirkin de leurs exposés, et je tiens à exprimer notre reconnaissance, notre profond respect et notre appréciation à tous les travailleurs humanitaires et médicaux en Syrie, en particulier ceux qui se trouvent dans l'environnement extrêmement difficile et dangereux du nord-ouest de la Syrie.

Nous avons une fois de plus été informés aujourd'hui par l'ONU des horreurs que subissent les civils dans le nord-ouest de la Syrie – une région marquée par une campagne militaire qui dure depuis trois mois. Selon l'ONU, des centaines de personnes ont

été tuées par les dernières frappes aériennes. D'autres sources affirment que le nombre d'enfants tués ces quatre dernières semaines est plus élevé que le nombre d'enfants tués en 2018.

Des hôpitaux, des écoles et des marchés ont été délibérément pris pour cible et détruits par les frappes aériennes. Une grande partie de ces infrastructures civiles étaient protégées dans le cadre des accords de déconfliction, ce qui signifie que leurs coordonnées étaient connues des parties. Ces dernières savaient, et savent, ce qu'elles faisaient. Ces attaques contre des infrastructures civiles protégées sont tout simplement inacceptables et doivent s'arrêter immédiatement.

Les récentes attaques contre des installations sanitaires et des marchés à Maarret el-Nouman, qui ont fait de nombreuses victimes civiles, sont alarmantes. En tant que corédacteurs, nous condamnons fermement ces frappes aériennes prenant délibérément pour cible les civils et les infrastructures civiles, qui ont de ce fait de profondes répercussions sur la vie des civils et l'action humanitaire dans le nord-ouest de la Syrie.

Nous réaffirmons que toutes les parties doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils et les infrastructures civiles, ainsi que les travailleurs humanitaires, qui ont également été directement ciblés par les récentes attaques, conformément à leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Nous appelons également les parties au conflit à respecter les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux infrastructures civiles, en particulier les résolutions 2286 (2016) et 2427 (2018) sur la protection des hôpitaux et des écoles, respectivement.

Nous rappelons à toutes les parties que les efforts de lutte contre le terrorisme ne peuvent les dispenser des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, notamment la protection des civils et les principes de distinction, de précaution et de proportionnalité. Nous renouvelons notre appel en faveur de la mise en œuvre durable des modalités de cessez-le-feu énoncées dans le mémorandum d'accord russo-turc de septembre 2018. Nous redemandons également la cessation des hostilités dans tout le pays, conformément à la résolution 2401 (2018). Nous réaffirmons une fois de plus qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit en Syrie.

Nous, les rédacteurs, considérons que le Conseil a une responsabilité envers les Syriens, en particulier

ceux qui vivent à Edleb et alentour. Nous appelons à la protection des 3 millions de civils qui vivent dans cette zone, dont 1 million d'enfants. C'est pourquoi, à maintes reprises au cours des trois derniers mois, nous avons demandé l'organisation de séance après séance sur la situation dans le nord-ouest de la Syrie et lancé plusieurs projets de déclaration sur cette escalade militaire et ses conséquences humanitaires. Las, le Conseil n'a pas été en mesure de s'unir autour de ces initiatives. Cela étant, nous ne baisserons pas les bras.

Nous rappelons que le nombre de personnes déplacées dans le nord-ouest de la Syrie a presque triplé depuis que nous, les rédacteurs, avons demandé pour la première fois l'organisation d'une séance, début mai, sur les conséquences de cette escalade militaire. Le nombre de personnes déplacées est passé de 176 000 à l'époque à 440 000 aujourd'hui. On ne peut s'empêcher de se demander si l'inaction du Conseil est en partie responsable de l'augmentation exponentielle du nombre de personnes déplacées et ce que nous aurions pu faire autrement. C'est aussi la raison pour laquelle nous continuerons à appeler l'attention sur les événements qui se déroulent dans le nord-ouest de la Syrie. Le Conseil ne peut pas rester les bras croisés à regarder Edleb devenir la pire catastrophe humanitaire du XXI^e siècle, comme M. Lowcock nous a mis en garde à plusieurs reprises. Il est temps que nous entendions son appel et que nous y donnions suite.

La situation dans le camp de Roukban est désespérée. L'ONU et ses partenaires doivent avoir la possibilité de fournir une assistance aux personnes qui s'y trouvent encore. Ces personnes doivent pouvoir décider en connaissance de cause si elles veulent ou non quitter le camp, volontairement, en toute sécurité et dans la dignité. Pour celles qui sont disposées à quitter le camp, des normes de protection fondamentales doivent être mises en place. Dans le camp de Hol, la situation reste très préoccupante pour les 70 000 personnes qui s'y trouvent, dont 90 % sont des femmes et des enfants confrontés à des problèmes de protection. L'accès humanitaire doit être amélioré pour la population du camp.

La Syrie et son peuple ont été témoins de certains des crimes les plus graves en droit international. Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général dans sa déclaration du 11 juillet pour que les auteurs de violations graves du droit international humanitaire aient à répondre de leurs actes. Il n'y aura pas de paix durable sans justice ni responsabilité. Nous

restons déterminés à lutter contre l'impunité. Dans ce contexte, nous réaffirmons notre appui aux travaux du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

En ce qui concerne le retour des réfugiés, notre position reste inchangée. Tous les retours doivent se faire en toute sécurité, de manière volontaire et dans la dignité.

Il y a des dizaines de milliers de Syriens qui sont toujours détenus, portés disparus ou dont le sort est inconnu. Le mois dernier, le Conseil a adopté la résolution 2474 (2019), la première résolution du Conseil sur les personnes portées disparues en période de conflit armé. Cette résolution est particulièrement pertinente pour la situation actuelle en Syrie. Les familles des personnes détenues ou portées disparues méritent de connaître le sort de leurs proches, et nous appelons à des progrès tangibles sur cette question.

Pour ce qui est de l'accès humanitaire, nous tenons à souligner qu'il doit être assuré de manière inconditionnelle, sûre, rapide, sans entrave et durable. Nous rappelons à toutes les parties au conflit la résolution 2449 (2018), sur l'accès humanitaire et l'assistance transfrontière, qui exhorte toutes les parties à garantir qu'une aide humanitaire plus efficace et respectueuse des principes établis sera fournie durablement à la Syrie en 2019. Il est grand temps que toutes les parties au conflit s'acquittent de cette obligation et redoublent d'efforts pour assurer un accès durable et de qualité à toutes les personnes dans le besoin dans toute la Syrie.

Enfin, nous réaffirmons notre plein appui aux efforts menés par l'Envoyé spécial Pedersen pour parvenir à une solution politique inclusive et crédible en Syrie sur la base de la résolution 2254 (2015) et du Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe). Cette solution favorisera également une amélioration durable et à long terme de la situation humanitaire en Syrie.

M^{me} Norman-Chalet (États-Unis) (*parle en anglais*) : Les États-Unis condamnent avec la plus grande fermeté l'intensification des opérations militaires menées par le régime d'Assad et la Fédération de Russie dans le nord-ouest de la Syrie, qui ont eu des effets catastrophiques sur les civils syriens, le

personnel médical, les travailleurs humanitaires et les infrastructures civiles, alors que les attaques aériennes et terrestres deviennent de plus en plus meurtrières.

Il est indéniable que la situation humanitaire en Syrie est chaque jour plus dangereuse. Le nombre de civils tués et blessés augmente, les installations d'approvisionnement en eau, les écoles et les hôpitaux sont pris pour cible par le régime et les forces russes. Bien que les coordonnées de ces bâtiments soient communiquées à la Fédération de Russie par l'intermédiaire du mécanisme de déconfliction de l'ONU, précisément pour éviter qu'ils ne soient pris pour cible, nous venons d'entendre des statistiques effroyables du Secrétaire général adjoint Lowcock et de M^{me} Sirkin, nous rappelant à tous la terrible réalité sur le terrain qui devrait nous obliger à mettre un terme immédiatement à cette violence.

Plus de 440 000 personnes ont déjà été déplacées depuis le début de l'offensive en avril, et la triste réalité est que plus de 3,5 millions de personnes dans la province d'Idlib n'ont nulle part où fuir pour échapper à la prochaine frappe aérienne. Ce fait est bien connu du régime d'Assad et des forces aériennes russes.

Au cours des trois derniers mois, les États-Unis ont appelé le régime d'Assad et la Fédération de Russie à cesser immédiatement leur campagne militaire et leurs attaques contre les civils et à mettre un terme à leurs opérations militaires à Idlib, conformément à l'accord signé à Sotchi par la Turquie et la Fédération de Russie en 2018. Les appels similaires lancés par d'autres partenaires du Conseil et les sombres avertissements du Secrétaire général adjoint Lowcock et d'autres hauts responsables de l'ONU selon lesquels une offensive à Idlib déclencherait la pire crise humanitaire jamais vue en Syrie sont tous restés lettre morte et ont été balayés d'un revers de la main par Damas et Moscou. Le 22 juillet, les États-Unis ont appris avec une horreur absolue que de nouvelles frappes aériennes avaient été lancées par le régime d'Assad et les forces aériennes russes contre un marché de la ville de Maarret el-Nouman, dans la province d'Idlib, tuant au moins 35 personnes et ne laissant derrière elles que des décombres.

Il importe d'être clairs sur les faits concernant la violence à Idlib et dans le nord de Hama. La Russie et le régime d'Assad dévastent les infrastructures civiles et prennent pour cible les installations médicales. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme l'a dit dans sa déclaration du 26 juillet, il s'agit de biens de caractère civil et il semble très peu

probable, vu la persistance de ces attaques, qu'ils soient tous touchés par accident. De fait, alors que le régime d'Assad et la Russie attaquent sans cesse des hôpitaux et d'autres biens de caractère civil – dont beaucoup, comme les parties en ont été informées à l'avance, abritent des civils vulnérables – il est difficile de nier que les frappes répétées visant les marchés, les hôpitaux et les boulangeries sont autre chose qu'un acte délibéré.

Les États-Unis condamnent également les meurtres et les mutilations d'acteurs humanitaires, tels que les ambulanciers, les travailleurs sanitaires et les volontaires des Casques blancs, par le régime d'Assad et la campagne de ses alliés. Les États-Unis n'hésiteront pas à appuyer le travail courageux que les Casques blancs et tous les travailleurs médicaux et humanitaires accomplissent chaque jour en Syrie. Les médecins, les infirmiers et infirmières, les ambulanciers et les Casques blancs ne sont pas des terroristes et méritent notre protection. Les États-Unis présentent leurs condoléances aux familles, aux amis et aux collègues des trois ambulanciers tués ce week-end et des quatre Casques blancs volontaires – Amir Al-Bunni, Anas Al-Dyab, Mahmoud Al-Ali et Zuhair Al-Rajou – qui ont perdu la vie alors qu'ils tentaient de secourir des victimes de frappes aériennes. Les États-Unis condamnent énergiquement et avec la plus grande fermeté ces effets dévastateurs sur les civils et appellent à la cessation immédiate des hostilités en cours. Nous exhortons le régime d'Assad et ses alliés à revenir immédiatement à un cessez-le-feu dans la région et à permettre un accès sans entrave pour répondre à la catastrophe humanitaire créée par les frappes aériennes, comme indiqué dans la résolution 2254 (2015) et dans de nombreuses autres résolutions du Conseil de sécurité.

Nous l'avons déjà dit et nous devons le répéter : il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. La dernière offensive en date sur Edleb n'a rien apporté au régime ni à ses alliés et ne fait que poursuivre l'escalade et déstabiliser davantage la région. Nous nous félicitons de la participation de Susannah Sirkin, de Physicians for Human Rights, à la séance d'aujourd'hui.

La responsabilisation ne peut être facultative pour les auteurs d'actes de violence en Syrie, en particulier en ce qui concerne les dernières attaques en date du régime, qui ont frappé des établissements de santé connus. Les États-Unis appuient pleinement la tenue d'une enquête complète et indépendante sur les attaques qui ont frappé des installations sanitaires dans le nord-ouest de la Syrie, et continuent également d'encourager

les organismes humanitaires des Nations Unies à fournir toutes les données et informations dont ils disposent sur les attaques signalées contre des installations sanitaires à la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne ainsi qu'au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, pour leur permettre de prendre d'autres mesures et de faire en sorte que ces mesures soient dûment justifiées.

Les États-Unis sont également profondément préoccupés par les informations des Nations Unies selon lesquelles les opérations militaires dans le nord-ouest de la Syrie entravent l'acheminement de l'aide humanitaire à 3 millions de civils dans la province d'Edleb. Ces communautés sont extrêmement dépendantes de l'aide transfrontalière des Nations Unies. Les États-Unis demandent à tous les membres du Conseil, ainsi qu'à leurs partenaires régionaux, de veiller à ce que l'ONU dispose de la capacité opérationnelle nécessaire pour acheminer l'aide transfrontière par tous les points de passage convenus, conformément à la résolution 2449 (2018). Rien ne saurait remplacer les opérations transfrontières des Nations Unies, présentées dans la résolution 2449 (2018), par tous les points de passage autorisés, et cela est particulièrement important à l'heure actuelle, étant donné que nous assistons à une détérioration de la situation humanitaire dans le sud de la Syrie.

Les États-Unis demeurent en outre gravement préoccupés par le sort des milliers de civils à Roukban. Bien que jusqu'à 17 000 personnes aient volontairement quitté le camp, selon les estimations des Nations Unies, jusqu'à 24 000 personnes y demeurent et se sont vu systématiquement refuser l'aide en raison de retards bureaucratiques du régime et de la Fédération de Russie depuis que le dernier convoi des Nations Unies a atteint le camp en février. Par ailleurs, les États-Unis exhortent vivement la Fédération de Russie à accélérer et à obtenir, au nom du régime d'Assad, toutes les approbations du régime nécessaires pour envoyer immédiatement une nouvelle équipe d'évaluation des Nations Unies et un convoi d'aide vers Roukban.

Les États-Unis affirment le droit des déplacés de Roukban de prendre la décision de quitter volontairement le camp. Toutefois, il importe de rappeler que la plupart de ceux qui restent à Roukban choisissent de rester

dans les conditions humanitaires les plus difficiles qui soient parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer leur transport hors du camp ou, comme cela a été noté dans l'évaluation des Nations Unies en février, parce qu'ils ne souhaitent pas retourner dans les zones qui sont sous le contrôle du régime d'Assad par crainte des représailles, des conscriptions forcées, malgré les accords négociés par la Russie pour éviter cette situation, et des détentions arbitraires.

Le sort pénible des civils syriens détenus arbitrairement par le régime d'Assad est une question humanitaire qui est souvent éclipsée par la barbarie de la campagne militaire que mène le régime au vu et au su de tous et par la poursuite du siège de Roukban, soumis à une famine forcée, et les limitations permanentes d'accès imposées à l'ONU. Il existe un impératif à la fois humanitaire et politique pour accélérer les progrès s'agissant d'améliorer la transparence des prisons du régime et l'accès à ces prisons et d'obtenir la libération des Syriens détenus arbitrairement par le régime, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées. Comme l'a dit l'Envoyé spécial Geir Pedersen, accomplir des progrès sur les questions relatives aux détenus pourraient être une mesure permettant d'instaurer la confiance entre le peuple syrien, les représentants de l'opposition syrienne et le régime d'Assad, ce qui permettrait de créer un élan vers une solution politique. En conséquence, dans les semaines à venir, les États-Unis ont l'intention de demander qu'un exposé soit fait au Conseil de sécurité sur la question des détenus et des personnes disparues en Syrie afin de mobiliser d'urgence les moyens d'action nécessaires sur cette question.

Enfin, la relance du processus politique conformément à la résolution 2254 (2015) doit commencer par un cessez-le-feu vérifiable dans toute la Syrie, et en particulier à Edleb et dans le nord de la province de Hama. D'ici là, les États-Unis continueront d'exercer une pression par tous les moyens possibles afin d'isoler le régime et ses alliés.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie nos deux intervenants d'aujourd'hui, Mark Lowcock et Susannah Sirkin.

Je pense que nous nous sentons tous profondément frustrés de venir ici, mois après mois, mais il est préférable de venir plutôt que de ne pas venir. Aussi pénible cela soit-il, il vaut mieux entendre ce qui se passe à Edleb plutôt que de ne pas l'entendre et, aussi difficile cela soit-il, il vaut mieux entendre cela que de laisser le

déni s'imposer. Le fait est que nous voudrions agir, mais la responsabilité de notre inaction n'incombe qu'à trois États Membres de l'ONU, dont l'un fait partie des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Ce qui se passe à Edleb tourne en dérision les responsabilités des cinq membres permanents.

Avant la réunion des garants d'Astana, prévue les 1^{er} et 2 août, et après l'annulation de la session politique de la semaine dernière, nous avons aujourd'hui l'occasion d'aller aux faits et de faire en sorte que les crimes ne tombent pas dans l'oubli. Nous avons entendu le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et Physicians for Human Rights parler de carnages sur le terrain, de communautés qui ont disparu sous les décombres, d'enfants qui meurent en tentant de sauver d'autres enfants – autant de violations du droit international humanitaire –, et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M^{me} Bachelet, a dit clairement que les responsables de ces crimes seront traduits en justice.

Les unités syriennes et russes qui bombardent Edleb doivent prendre un moment pour réfléchir à cette perspective. Elle ne viendra peut-être pas aujourd'hui, mais la justice viendra. Si je puis me permettre d'emprunter une phrase très célèbre et de l'utiliser dans un contexte différent, l'arc de l'univers moral est long, mais il tend vers la justice. Les unités qui participent à l'action militaire contre des hôpitaux, des installations médicales et du personnel médical doivent entendre cet avertissement.

J'ai un certain nombre de questions à poser aujourd'hui. J'ai l'habitude qu'on ne réponde pas aux questions, mais je continuerai de les poser, parce que je pense qu'elles vont au cœur de ce qui se passe. Je voudrais savoir ce que font les protagonistes, à savoir la Syrie et la Russie, pour protéger les civils sur le terrain, en particulier les enfants. Je voudrais savoir comment ils savent ou prétendent savoir où se trouvent les terroristes, étant donné que l'OCHA nous a dit que l'on compte 100 civils pour chaque combattant terroriste. Et je voudrais savoir comment leurs forces font la distinction entre terroristes et civils, compte tenu du nombre écrasant de civils.

Je voudrais également savoir quelles dispositions du droit international humanitaire permettent, selon eux, d'attaquer des terroristes sans égard pour ces civils. J'ai lu toutes les Conventions de Genève ce week-end et je ne trouve pas une seule ligne dans les Conventions ou dans le Protocole additionnel y relatif – soit dit en passant, la

Syrie n'a pas ratifié le Protocole additionnel – qui justifie que l'on attaque des civils à l'échelle que nous voyons à Edleb pour atteindre les terroristes. Je voudrais savoir en particulier – vous savez, Monsieur le Président, nous avons entendu un exposé d'un général russe l'autre jour (voir S/PV.8561) – ce que les doctrines militaires et les règles d'engagement russes et syriennes ont à dire sur le droit international humanitaire et sur les principes de proportionnalité, de distinction et de neutralité à l'égard d'Edleb. Je voudrais simplement savoir quelles sont les règles d'engagement russes et syriennes. Je serais très heureuse que le général russe revienne dans cette salle s'il peut répondre à ces questions.

Je voudrais également savoir comment la Russie et la Syrie expliquent la raison pour laquelle le mécanisme de déconfliction ne fonctionne pas et la raison pour laquelle les hôpitaux et les installations qui ont transmis leurs coordonnées sont touchés par des frappes. Et j'aimerais savoir comment il se fait que les autorités syriennes affirment que ces hôpitaux et installations n'existent pas ou qu'ils ont été mis hors service, alors que l'ONU, Physicians for Human Rights et d'autres les ont vus et sont en contact avec les médecins qui y travaillent. On se demande qui croire : l'ONU ou les protagonistes sur le terrain? J'espère que nous pourrions vraiment obtenir des réponses concrètes aujourd'hui.

Pour le reste, je voudrais me joindre à celles et ceux qui demandent jusqu'à présent qu'une enquête soit menée sur les sites déclarés protégés par l'ONU. Il importe au plus haut point d'établir clairement, via une enquête transparente et crédible, les circonstances dans lesquelles ces attaques ont eu lieu. Je me félicite que le Secrétaire général adjoint ait indiqué que l'ONU a pu communiquer les informations en sa possession aux deux mécanismes des Nations Unies qui existent déjà. Je pense que cela est très important.

Je voudrais également parler de la lettre du Représentant permanent de la Syrie datée du 16 juillet (S/2019/572). En vertu du droit international humanitaire, dire qu'un hôpital, ou un centre de santé, a été « mis hors d'état de fonctionner » ou « saccagé » ne signifie pas qu'il puisse être attaqué en toute impunité. J'ai déjà dit auparavant que si – et c'est un grand « si » – un hôpital est considéré comme cible militaire, alors les Conventions de Genève, celles que les Syriens ont ratifiées, exigent que des avertissements soient lancés. Aucun avertissement n'est donné. Le Représentant permanent de la Syrie admet dans sa lettre que des attaques ont lieu contre des hôpitaux. Il est difficile de

nier qu'il s'agit là d'un crime de guerre qui mérite de faire l'objet d'une enquête approfondie afin que les unités responsables, les commandants militaires responsables et les personnalités politiques qui leur donnent des instructions puissent être traduits en justice.

Encore un ou deux mots, si je puis. Je suis d'accord avec les orateurs qui se disent préoccupés par ce qui se passe à Roukban. Nous demandons aux autorités de laisser passer les convois. Nous nourrissons les mêmes préoccupations concernant le processus politique. Il faut qu'il y ait un processus politique crédible et viable. La commission constitutionnelle n'est qu'un premier pas; de nombreux autres doivent être faits. L'aide à la reconstruction de notre part et de la part de nos partenaires ne sera pas disponible en l'absence d'un processus politique crédible. Et sans reconstruction, la Syrie ne pourra pas se réinsérer dans la communauté internationale. Je pense que c'est là un point important.

Enfin, si je puis, la Charte exige que nous agissions pour préserver les générations futures du fléau de la guerre. Quelle partie de cette phrase la Syrie et la Russie ne comprennent-elles pas s'agissant d'Edleb aujourd'hui?

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine remercie le Secrétaire général adjoint Lowcock de son exposé, et a écouté attentivement la déclaration faite par la Directrice Sirkin. La Chine suit de près l'évolution de la situation humanitaire en Syrie, et elle appuie l'ONU et toutes les parties concernées dans les efforts inlassables qu'elles déploient pour améliorer la situation en Syrie.

Les Syriens n'aspirent qu'à voir le conflit prendre fin le plus rapidement possible afin qu'ils puissent retourner dans un pays qui a retrouvé la paix et l'ordre pour reconstruire leurs maisons. La Chine tient à faire les observations suivantes.

Premièrement, il convient d'œuvrer de concert pour trouver des solutions globales et durables aux problèmes liés à la lutte contre le terrorisme et aux questions humanitaires dans le nord-ouest de la Syrie. Étant la complexité de la situation sur le terrain à Edleb, les parties doivent engager un dialogue en vue de parvenir à un consensus. La Chine appuie la Russie et la Turquie dans la poursuite de la mise en oeuvre du mémorandum d'accord en vue de la déconfliction à Edleb. Alors qu'Edleb connaît une activité terroriste effrénée, la communauté internationale doit, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et au droit

international, adopter une norme commune pour lutter résolument contre les groupes terroristes. La Chine aide l'ONU et toutes les parties concernées à continuer d'accroître l'assistance humanitaire aux personnes déplacées dans le nord-ouest de la Syrie.

Deuxièmement, nous devons examiner de manière adéquate les problèmes humanitaires auxquels sont confrontées toutes les régions de la Syrie, en particulier les camps de déplacés. Les camps de Hol et de Roukban sont confrontés à des défis humanitaires du fait de causes complexes. Les hostilités militaires dans le nord-est de la Syrie ont entraîné le déplacement de civils, notamment de femmes et d'enfants, et elles ont fait du camp de Hol ce qu'il est aujourd'hui. Étant donné la composition complexe de la population du camp, il importe d'envisager une solution responsable et adaptée en vue de la réinstallation de ses habitants. La vaste majorité des personnes qui vivent dans le camp de Roukban veulent rentrer chez elles. La communauté internationale doit donc, via des actions coordonnées, les aider à mettre fin à leur déplacement.

Troisièmement, il est nécessaire d'appuyer les efforts de reconstruction sociale et économique du Gouvernement syrien dans les régions du pays où la situation en matière de sécurité est relativement stable. Le Gouvernement syrien s'emploie activement à enlever les restes explosifs de guerre, à remettre sur pied l'infrastructure, à restaurer les services publics, à promouvoir le développement et à améliorer les conditions de vie. Ces efforts méritent d'être salués. Les sanctions économiques sont un coup dur pour le peuple syrien et ne contribuent pas à améliorer la situation humanitaire en Syrie. Permettre à de plus en plus de Syriens de sortir de l'ombre de la guerre et de mener une vie pacifique, stable et ordonnée doit être l'objectif commun de la communauté internationale.

Les opérations de secours humanitaire en Syrie doivent scrupuleusement respecter la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du pays et être menées dans le strict respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, des Principes directeurs concernant le droit à l'assistance humanitaire, et des dispositions pertinentes du droit international. Dans ce processus, la communication et la coordination avec le Gouvernement syrien doivent être renforcées. S'engager en faveur d'un règlement politique est un moyen fondamental et réaliste de remédier à la situation humanitaire en Syrie.

La Chine appuie le rôle de l'ONU en tant que médiateur principal s'agissant d'encourager les parties syriennes à respecter le principe d'un processus dirigé et pris en mains par les Syriens et à se conformer à la résolution 2254 (2015) du Conseil, ainsi qu'à trouver une solution qui réponde aux préoccupations de toutes les parties. La Chine prend note des faits encourageants ayant trait aux consultations entre les parties concernées concernant la mise en place de la commission constitutionnelle. Nous attendons avec intérêt l'exposé que fera l'Envoyé spécial Pedersen aux membres du Conseil le mois prochain.

Dans le même temps, nous souhaitons plein succès au prochain cycle de pourparlers d'Astana.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je remercie Mark Lowcock et M^{me} Sirkin de leurs exposés.

Nous réitérons la reconnaissance de la République dominicaine aux acteurs humanitaires en Syrie pour le travail qu'ils réalisent en faveur des populations touchées, au péril de leur vie. Nous sommes préoccupés par l'accès limité de l'assistance humanitaire à plus de 11 millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, du fait de la situation en matière de sécurité.

Depuis fin avril, 400 personnes au moins ont trouvé la mort dans les provinces d'Idlib, de Hama et d'Alep. Rien qu'au cours du mois dernier, 33 enfants ont perdu la vie. La mort les a tous surpris à la maison, à l'école, à l'hôpital, dans les camps de déplacés ou au marché. Il y a plus de 400 000 personnes déplacées dont les besoins humanitaires ne cessent d'augmenter. Quarante attaques contre des établissements de santé ont été enregistrées au cours des trois derniers mois, soit une attaque tous les deux jours et demi. |

Tout cela doit nous alarmer, et requiert une action immédiate de la part du Conseil. Nous ne devons pas être les témoins silencieux de ce qui, pour certains, ne serait qu'un autre chapitre de l'histoire de la Syrie. Non, le Conseil doit se mobiliser pour obtenir la cessation immédiate des attaques contre la population civile à Idlib et dans le reste de la Syrie.

Nous réaffirmons notre conviction qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit syrien. La priorité immédiate est de protéger la population et de lui garantir une aide humanitaire. La peur, la frustration et la perte de confiance doivent être remplacées par l'édification d'une vision commune et d'un avenir nouveau, marqué par une paix durable. Cela doit commencer par un

processus politique inclusif, crédible et durable, mené par et pour les Syriens, facilité par l'ONU et fondé sur la résolution 2254 (2015), dont le Conseil est le garant. Selon nous, toutes les attaques contre les civils et les infrastructures civiles doivent faire l'objet d'enquêtes et leurs responsabilités doivent être établies. Nous souhaitons également que des progrès soient faits au regard du processus de libération des détenus et des personnes enlevées, ainsi que pour tout ce qui concerne les personnes portées disparues.

(l'orateur poursuit en anglais)

La République dominicaine n'a peut-être que très peu d'influence sur les parties impliquées dans ce conflit. Toutefois, du fait de la souffrance de la population syrienne, je tiens, en son nom, à dire ce qui suit au Conseil. J'appelle toutes les parties prenantes à faire preuve de retenue. J'appelle toutes les parties prenantes à donner une chance à la paix. J'appelle toutes les parties prenantes à soulager les souffrances, et non à les aggraver plus encore. Et j'appelle toutes les parties prenantes à protéger les civils. Les hostilités doivent cesser, et elles doivent cesser dès maintenant.

M. de Rivière (France) : Je tiens à remercier Mark Lowcock et je salue le travail remarquable de ses équipes pour répondre à l'urgence humanitaire en Syrie. Je souhaite également remercier la Directrice de Physicians for Human Rights pour son exposé et pour l'engagement des personnels humanitaires et médicaux sur le terrain. Le constat dressé par nos deux intervenants est sans appel. C'est une catastrophe humanitaire qui se joue dans le nord-ouest syrien. Les vies de plus de 3 millions de civils, dont 1 million d'enfants, sont en jeu. Au-delà de la réponse à l'urgence, nous devons plus que jamais concentrer nos efforts sur trois priorités.

La première, c'est la restauration du cessez-le-feu à Edleb. Il s'agit d'un impératif absolu. La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes qui continuent à viser de manière indiscriminée les civils et les infrastructures civiles et humanitaires. Nous appelons les signataires de l'accord de cessez-le-feu, la Russie et la Turquie, à tenir leurs engagements et à assurer sa mise en œuvre effective dans le nord-ouest syrien, en vue d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale, conformément à la résolution 2254 (2015). La Russie doit exercer les pressions nécessaires sur le régime afin d'éviter la poursuite des violences, dont les premières victimes sont les civils. La lutte contre les groupes terroristes listés par les Nations Unies est nécessaire. Mais en aucun cas, elle ne saurait servir de prétexte à

des bombardements indiscriminés. Ces derniers ne font qu'accroître le risque terroriste et notamment celui de la dispersion des djihadistes. Par ailleurs, je le répète, la France se montrera d'une extrême fermeté et se tient prête à réagir en cas de nouvel usage avéré d'armes chimiques.

Le respect du droit international humanitaire s'impose à tous et n'est pas négociable : c'est la deuxième priorité. Les parties au conflit doivent prendre leurs responsabilités pour protéger les populations civiles, en particulier les plus vulnérables et les personnels humanitaires et médicaux. Le ciblage d'infrastructures civiles et humanitaires, telles que les hôpitaux et les écoles, y compris celles ayant fait l'objet d'une déconfliction, est une violation inacceptable du droit international humanitaire. Nous appelons les Nations Unies à mener une enquête sur ces incidents. Les attaques délibérées contre les infrastructures civiles sont constitutives de crimes de guerre. Elles ne sauraient rester impunies.

Il faut garantir un accès humanitaire immédiat, sûr, complet, durable et sans entraves à l'ensemble du territoire syrien. C'est la responsabilité première du régime. L'aide humanitaire doit pouvoir parvenir en priorité aux populations qui en ont le plus besoin – femmes, enfants, déplacés et réfugiés. Il est urgent qu'un nouveau convoi d'aide puisse être immédiatement déployé dans le camp de Roukban. Nous appelons ceux qui en ont les moyens à exercer les pressions nécessaires sur le régime pour qu'il garantisse cet accès dans l'ensemble des zones sous son contrôle, en particulier dans les territoires qu'il a reconquis en 2018, dans le sud-ouest du pays et dans la Ghouta orientale. Les conclusions du rapport de Human Rights Watch, qui documente l'obstruction et les pratiques prédatrices du régime en matière d'aide humanitaire, doivent nous faire réagir. Il est indispensable que l'acheminement de l'aide humanitaire ne soit pas arbitrairement entravé dès lors que celle-ci est fournie dans le respect des principes de neutralité, d'indépendance, d'humanité et d'impartialité. Là encore, les soutiens du régime ont une responsabilité particulière.

La troisième priorité est le lancement d'un processus politique durable, sous l'égide des Nations Unies, sur la base de tous les éléments de la résolution 2254 (2015). Il est essentiel que le Conseil soit uni dans cet objectif. Nous soutenons pleinement les efforts de l'Envoyé spécial en ce sens. Nous saluons la poursuite de ses efforts et réitérons notre appel à ce que

des progrès rapides puissent être faits. Nous souhaitons que le paquet constitutionnel soit crédible et équilibré, tant dans la composition de la commission que dans ses règles de procédure. Il appartient à l'Envoyé spécial et à lui seul d'annoncer la formation de la commission et de la réunir à Genève. En cas de maintien du blocage du régime, il reviendra à l'Envoyé spécial de nous dire quand il estimera avoir épuisé toutes les voies possibles pour parvenir à un accord. Il sera alors de la responsabilité du Conseil d'en tirer toutes les conséquences.

En parallèle, nous devons dès maintenant commencer à préparer, sous la supervision des Nations Unies, la tenue d'élections libres et transparentes, auxquelles l'ensemble des Syriens, y compris les réfugiés, participeront, conformément à la résolution 2254 (2015). Pour sortir de la tragédie syrienne, il est essentiel de redonner aux Syriens la possibilité de s'exprimer librement sur l'avenir de leur pays. Ce travail doit aller de pair avec la définition de mesures de confiance susceptibles de contribuer à la mise en place d'un environnement neutre et sûr.

Sans progrès sur ces points essentiels, il n'y a pas de raison que la France et ses partenaires fassent évoluer leurs positions sur la reconstruction, la levée des sanctions et la normalisation. Le régime et ses soutiens continuent à détruire les infrastructures, notamment médicales et scolaires et ils en appellent d'ores et déjà à la communauté internationale pour financer la reconstruction de ce qu'ils sont en train de détruire. C'est complètement exclu. Il n'y aura pas de solution militaire à la crise syrienne.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : Ma délégation félicite M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, pour son exposé circonstancié sur les derniers développements de la situation humanitaire en République arabe syrienne. Elle remercie également M^{me} Susannah Sirkin pour sa présentation éclairante.

La Côte d'Ivoire salue à nouveau l'accord créant une zone démilitarisée à Edleb, signé le 17 septembre 2018 entre la Russie et la Turquie, qui a permis d'éviter l'offensive d'envergure tant redoutée par la communauté internationale. Malheureusement, cet accord n'a été que partiellement respecté, en raison notamment du refus des groupes armés de se retirer de la zone démilitarisée. Mon pays déplore en outre la reprise des combats, depuis le 29 avril, dans le gouvernorat d'Edleb, qui contribue à détériorer davantage les

conditions déjà précaires dans lesquelles survivent environ 3 millions de personnes.

Selon les estimations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, cette nouvelle flambée de violences a occasionné de nombreuses pertes en vies humaines, le déplacement de plus de 400 000 personnes, et environ 11,7 millions de déplacés auraient besoin d'assistance urgente, dont 5 millions en situation d'extrême détresse. La situation humanitaire est devenue encore plus préoccupante, avec les attaques récurrentes, ces derniers mois, contre les infrastructures civiles essentielles dans le nord-ouest de la Syrie, notamment les établissements sanitaires et scolaires, ainsi que les usines de traitement d'eau. Dans un tel contexte, la Côte d'Ivoire appelle une nouvelle fois les parties au conflit à la cessation immédiate des hostilités et au strict respect de leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. Elle les invite particulièrement à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les populations et les infrastructures civiles.

Au regard de l'acuité de la situation des réfugiés et des personnes déplacées internes, mon pays voudrait lancer à nouveau un appel pressant aux partenaires internationaux à tenir leurs promesses de financement faites lors de la troisième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, organisée du 12 au 14 mars 2019. En effet, selon M^{me} Najat Rochdi, Conseillère humanitaire principale auprès de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, sur un montant d'environ 3,3 milliards de dollars nécessaires pour porter assistance à plus de 11 millions de Syriens cette année, seulement 23 % aurait été réuni à ce jour.

La grave crise humanitaire à laquelle la Syrie se trouve confrontée est intrinsèquement liée à la persistance du conflit dans ce pays depuis de nombreuses années. Aussi les réponses multiples aux besoins des populations en détresse doivent-elles s'accompagner d'une intensification des efforts visant à obtenir un cessez-le-feu immédiat, indispensable à l'acheminement sécurisé de l'aide humanitaire et à la reprise du dialogue politique, seule condition pour une sortie de crise pacifique et durable en Syrie.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire réitère son soutien à l'Envoyé spécial du Secrétaire général et l'encourage à poursuivre ses efforts de médiation en vue de relancer le processus politique, conformément aux dispositions pertinentes de la résolution 2254 (2015).

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier sincèrement le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock et M^{me} Susannah Sirkin de leurs exposés très clairs et détaillés.

Comme l'a indiqué le Secrétaire général adjoint, l'escalade se poursuit dans le nord-ouest de la Syrie. Il y a, hélas, de plus en plus de morts, de blessés et de déplacés, sans parler des dommages considérables causés aux infrastructures civiles. Depuis la fin du mois d'avril, plus de 450 personnes ont été tuées en raison des hostilités dans la région. Cette situation est en effet effroyable et doit cesser immédiatement. Nous l'avons dit à maintes reprises. Toutes les parties doivent respecter scrupuleusement et strictement le droit international humanitaire et donner la priorité à la sécurité des civils. Ma délégation voudrait souligner trois points pertinents.

Premièrement, il faut mettre fin aux souffrances de la population dans le nord-ouest de la Syrie. L'Indonésie lance un nouvel appel à toutes les parties pour qu'elles s'abstiennent des actes de provocation et, surtout, pour qu'elles mettent un terme aux violences en cours. Les mots prononcés par les membres du Conseil ne suffisent pas à décrire la gravité de l'impact des hostilités sur les civils, en particulier les femmes et les enfants, qui représentent 76 % de la population totale du nord-ouest de la Syrie. Les données publiées par Save the Children montrent que dans le nord-ouest du pays, le nombre d'enfants tués ces deux dernières semaines seulement dépasse celui enregistré en 2018. Ma délégation réitère donc son appel à toutes les parties pour qu'elles mettent fin à toutes les attaques et violences contre les civils et veillent à garantir un accès sans restriction à l'aide humanitaire d'urgence.

Deuxièmement, il est plus que frustrant, pour ne pas dire inacceptable, d'apprendre que même lorsque les coordonnées d'un hôpital sont communiquées dans le cadre du mécanisme de déconfliction, cette infrastructure est prise pour cible. Que pouvons-nous faire si les centres médicaux ne sont même pas des lieux sûrs pour la population sur le terrain? Que devons-nous faire à présent? Les infrastructures médicales ne doivent pas faire l'objet d'attaques directes à des fins militaires. La destruction des infrastructures civiles, qui sont essentielles à la survie de la population, exacerbe les souffrances de femmes, d'enfants et d'hommes qui sont déjà traumatisés. Bien que nous estimions que le mécanisme de déconfliction a été créé dans une intention louable, nous jugeons utile d'envisager de renforcer son efficacité.

Troisièmement, ma délégation tient également à souligner que la situation humanitaire dans les camps de Hol et de Roukban est une priorité pour la fourniture d'une aide humanitaire indispensable. Les tensions restent vives à Hol en raison de l'avenir incertain de plus de 70 000 personnes dans le camp. Parallèlement, à Roukban, l'accès de l'aide humanitaire n'est pas encore garanti. Alors qu'environ 17 000 personnes ont quitté Roukban, la situation demeure catastrophique pour les plus de 24 000 personnes qui restent dans le camp.

En ce moment crucial, en particulier dans le contexte de l'escalade en cours dans le nord-ouest de la Syrie, l'Indonésie estime qu'il est plus que jamais nécessaire que les membres du Conseil soient unis. Il se peut que nous ayons des vues différentes sur certaines questions. Néanmoins, il est essentiel que nous soyons unis pour protéger la vie des populations. Dans le même temps, il importe également de ne pas politiser la question et de préserver véritablement le dialogue et la coordination entre les membres du Conseil et les parties concernées.

Je voudrais terminer mon intervention en rendant hommage à tous les travailleurs humanitaires sur le terrain qui risquent courageusement leur vie pour en sauver d'autres.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Savez-vous, Monsieur le Président, à quoi je viens de penser? Je viens de me souvenir des exposés de M. Mark Lowcock sur la situation au Yémen ou en Libye, et je dois dire que le ton qu'il employait et la manière dont il présentait les informations sur ces questions étaient très différents d'aujourd'hui. Les membres du Conseil ne sont-ils pas d'accord avec moi? Ce n'est pas la première fois que je le pense.

Comme à l'accoutumée, nous avons entendu aujourd'hui une nouvelle série d'invectives contre la Syrie et la Fédération de Russie. Mes collègues ont débité des statistiques, des citations et des témoignages émouvants. À ce propos, nous sommes bien conscients de l'impact que peuvent avoir des témoignages aussi chargés d'émotion. Nous nous souvenons de l'époque où les principaux médias occidentaux, comme le *New York Times*, ont grossi la tragédie d'Omran Daqneesh, un garçon syrien d'Alep. Cependant, après la libération des quartiers est d'Alep, il s'est avéré que les images étaient une mise en scène, ce qui a ensuite été corroboré par les parents d'Omran.

Aujourd'hui, ma collègue britannique a accusé la Fédération de Russie de se moquer du Conseil de sécurité. Je ne veux pas transformer la séance d'aujourd'hui en une compétition. Je ne sais pas où elle voit des moqueries, mais rappelons-nous que certains pays qui ont pris l'habitude de blâmer la Fédération de Russie pour tout et n'importe quoi se sont bien moqués du Conseil de sécurité.

L'objectif de tous ces appels «à mettre immédiatement fin» et de ces invectives est très clair pour nous : c'est de maintenir une présence terroriste à Edleb dans le but de combattre par la suite les autorités syriennes légitimes. Cela s'est produit à chaque fois qu'une nouvelle enclave terroriste en Syrie était sur le point d'être supprimée. Cela s'est produit dans les quartiers est d'Alep et dans la Ghouta orientale, et maintenant, la machine de propagande se déchaîne au sujet de la situation à Edleb. Ce qui se passe est parfaitement clair à nos yeux. Et ceux qui cèdent à cette provocation ne doivent pas être si naïfs au point de ne pas percevoir ce qui se cache réellement derrière les appels que nous entendons aujourd'hui. L'objectif principal est de préserver une enclave terroriste à Edleb. C'est le principal objectif poursuivi par nos collègues occidentaux. La séance d'aujourd'hui se tient à une période difficile et nous offre une nouvelle occasion de faire la lumière sur la véritable situation humanitaire en Syrie.

La véritable situation humanitaire en Syrie a fait l'objet d'une réunion d'information organisée par le Ministère russe de la défense hier, 29 juillet. Dans un esprit d'ouverture, notre ministère invite systématiquement les collègues étrangers accrédités à Moscou à participer à ces réunions. Mais étant donné qu'une nouvelle fois personne ne s'est montré intéressé à connaître la vérité et que les membres du corps diplomatique n'ont pas fait le déplacement, nous allons présenter aujourd'hui au Conseil un bref aperçu des questions couvertes.

Je crois qu'une partie des informations qui ont été présentées à cette occasion permettra de répondre aux questions posées par ma collègue britannique, qui aime poser des questions dans cette salle, souvent sur un ton accusateur. Comme l'ont souligné les orateurs précédents, la situation à Edleb et dans ses alentours est une source de réelle préoccupation, même si cela tient non pas aux raisons avancées dans les rapports mensongers, mais plutôt à l'intensification des attaques menées par les terroristes de Hay'at Tahrir el-Cham, qui

s'en prennent aux civils et en font les victimes de leurs provocations criminelles. Nous signalons au passage que les jihadistes sont en train de renforcer leurs capacités militaires en augmentant leurs stocks d'armes fabriquées à l'étranger, notamment des avions et des lance-roquettes multiples. Par pudeur, M. Lowcock a oublié de mentionner le nombre de civils tués dans des attaques perpétrées par les terroristes.

La situation humanitaire en Syrie continue d'être un sujet de spéculation. Les informations récentes concernant les prétendues attaques commises par les forces aériennes russes contre le marché et les zones adjacentes de la ville de Maarret el-Nouman, dans la province d'Edleb, le 22 juillet, en sont un des exemples les plus flagrants. Qu'il me soit permis de lire ici un extrait de l'exposé du Ministère de la défense.

« Le 22 juillet, l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé au Royaume-Uni, citant des informations en provenance des soi-disant «Casques blancs», a fait état d'attaques perpétrées par les forces aérospatiales de la Fédération de Russie contre le marché de Hol et les zones résidentielles adjacentes de la ville de Maarret el-Nouman, dans la province d'Edleb, qui auraient provoqué la mort de plusieurs dizaines de civils. Ces accusations ont été reprises par certains médias européens, et même par les dirigeants de pays occidentaux et certaines organisations internationales. Le marché en question peut facilement être localisé sur une carte de la ville de Maarret el-Nouman, et il est également indiqué sur les cartes géographiques disponibles sur Internet.

Les moyens aériens russes n'ont pas été déployés dans cette zone le 22 juillet et n'ont pas survolé la ville. Afin de vérifier les informations faisant état de la destruction du marché de Maarret el-Nouman, des drones russes ont mené des missions de reconnaissance et photographié le site en question ainsi que les zones adjacentes à deux reprises, les 24 et 26 juillet, soit deux jours après les frappes aériennes présumées. Sur l'écran, – je rappelle que c'est la personne qui présente l'exposé qui parle – on peut voir que les images obtenues grâce à une surveillance objective ne montrent aucun signe de destruction, qui aurait pourtant été inévitable si la zone avait réellement été visée par six bombes tombant du ciel.

Ces informations ont également été confirmées par les images enregistrées par un engin spatial russe le 25 juillet, ainsi que par des images vidéo prises directement sur le marché de Hol à Maarret el-Nouman, que nous avons reçues avant-hier. Comme nous pouvons le voir, le marché prétendument détruit est toujours intact et opérationnel. Il est regrettable que les représentants d'organisations et d'organes internationaux de renom se soient une fois de plus laissés bernier par les mensonges, pourtant aisément vérifiables, des terroristes, et se soient servi de ces inventions et de ces informations non vérifiées pour porter des accusations sans fondement. »

Ce mensonge est cependant en train de devenir le leitmotiv de la présente séance. Nos collègues ont également eu l'occasion de prendre connaissance des informations transmises par le Gouvernement syrien concernant un enregistrement vidéo retrouvé sur un terroriste neutralisé dans lequel on pouvait voir des Casques blancs en train de mettre en scène une attaque chimique dans la ville de Mourek. Heureusement, cette tentative fourbe a été déjouée par la publication de cette vidéo. À cet égard, nous appelons une fois de plus le Conseil de sécurité et les organismes spécialisés de l'Organisation, notamment l'Organisation mondiale de la Santé, à ne pas s'empressement de publier des informations non vérifiées et à ne valider que des données provenant de sources fiables et apolitiques, et doivent impérativement être vérifiées.

Aujourd'hui, il a été dit que la Russie avait délibérément bombardé des hôpitaux et des écoles. C'est un mensonge. Je le répète une fois de plus. En Syrie, le Centre pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne fonctionne 24 heures sur 24. Nous avons proposé à maintes reprises que Mark Lowcock contacte le Centre pour vérifier les informations relatives aux installations concernées par la déconfliction que nous aurions prétendument attaquées. Ces attaques relèvent elles aussi du mensonge. Voilà ce qu'il faut faire, au lieu de présenter des faits fabriqués de toutes pièces au Conseil en se basant sur des informations venues de sources douteuses et qui, contrairement à ce qu'on nous dit, n'ont nullement été vérifiées.

Par ailleurs, comme nous l'avons souvent dit, je ne me souviens pas que la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou le Bureau de

la coordination des affaires humanitaires ait fait une déclaration rappelant les principes de précaution et de distinction lorsque la coalition a réduit en cendres les villes de Raqqa, Hajin ou Mossoul. Pourquoi personne n'a fait le moindre commentaire à ce sujet au moment des faits? J'ai posé la question à de nombreuses reprises, mais je n'ai toujours pas reçu de réponse. Nous parlons depuis longtemps de la nécessité de cesser d'appliquer deux poids, deux mesures en ce qui concerne la situation en Syrie. Les tentatives de protéger les terroristes à Edleb, qu'il s'agisse de promouvoir des intérêts secrets ou de les faire participer à un processus politique en tant qu'autorité locale, ne résistent plus à aucun examen.

Au cas où on l'aurait oublié, je rappelle que Hay'at Tahrir el-Cham est l'organisation terroriste Front el-Nosra sous un autre nom. Ses « combattants intègres », ainsi que Mark Lowcock les a qualifiés citant des habitants d'Edleb, emploient des techniques d'intimidation contre les populations civiles locales et utilisent les infrastructures civiles et médicales à des fins militaires. Ils se servent des civils comme boucliers humains. Parallèlement, on justifie la poursuite de la présence militaire illégale sur l'autre rive de l'Euphrate par la nécessité de lutter contre le terrorisme. Cette présence contredit directement le respect prétendu de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie et est un exemple flagrant de deux poids, deux mesures.

On a beaucoup parlé aujourd'hui des hôpitaux et des chiffres ont été mentionnés. Par exemple, M^{me} Sirkin a indiqué que sur 46 attaques contre des installations médicales, elle ne pouvait en confirmer qu'un tiers, soit 15. La question de savoir comment l'Organisation a pu confirmer ces attaques sans se trouver sur le terrain est un autre problème, mais le fait est que les deux tiers des informations reçues par le Conseil sont fausses. Et nous sommes profondément troublés par le fait qu'un mécanisme des Nations Unies contribue à la diffusion de fausses informations.

Avant le début des opérations militaires en Syrie, Edleb ne comptait que 12 hôpitaux. D'où proviennent les chiffres cités aujourd'hui et à d'autres occasions avant cela par les représentants de l'ONU, les États Membres et les représentants d'organisations non gouvernementales concernant le nombre d'hôpitaux qui auraient été détruits? Je l'ai déjà dit et je le répète : il y a plus d'hôpitaux prétendument détruits à Edleb que toute la Syrie n'en comptait avant le conflit. Est-ce à dire que la moindre tente où l'on soigne des combattants blessés doit être considérée comme un hôpital?

Nous estimons qu'il est vital de ne pas rester silencieux face à la situation dans les territoires qui ne sont pas contrôlés par le Gouvernement. Ces zones sont des points blancs sur les cartes des organismes humanitaires. Ce n'est pas parce que tout va bien là-bas. Au contraire, la zone située au-delà de l'Euphrate est en ruines, sans électricité ni accès à l'eau ou aux soins médicaux pour les habitants. Selon les données fournies par nos militaires, plus de 300 attentats terroristes y ont été commis en juin et juillet.

La situation reste extrêmement difficile dans le camp de déplacés de Roukban. Cependant, grâce aux efforts du Centre pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne, plus de 17 000 personnes ont pu quitter le camp. Nous entendons continuer de travailler avec l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge pour garantir le retour des réfugiés et leur fournir tout ce dont ils ont besoin.

En ce qui concerne le camp de Hol, la situation sur place est réellement catastrophique en raison de l'accès limité des organismes humanitaires et du manque de fonds. La moitié des personnes qui vivent dans le camp sont des femmes et des enfants. Voilà ce dont on devrait vraiment se préoccuper lorsqu'on parle de la situation humanitaire en Syrie.

La situation sur la rive orientale de l'Euphrate, où la zone de Tanf est illégalement occupée par les États-Unis, continue de nous inquiéter. Puisque certains aujourd'hui ont déjà évoqué les Conventions de Genève, je rappelle une fois de plus qu'en vertu des Conventions de Genève, la Puissance occupante est responsable de la population qui se trouve dans le territoire occupé. Cependant, pour une raison qui nous échappe, les États-Unis ne s'empressent pas de fournir au camp de Roukban ce dont il a besoin. Nous sommes par ailleurs profondément préoccupés par les informations concernant la présence d'importantes unités armées qui sont en train d'être préparées et déployées à Soueïda, Palmyre et Albou Kamal.

Pour terminer, je tiens à souligner que la position de la Fédération de Russie reste inchangée. Nous continuerons à ne ménager aucun effort pour rétablir la paix en Syrie, à la fois à titre national et en tant que membre permanent du Conseil de sécurité et membre de la troïka d'Astana, qui, je le rappelle encore une fois, a permis d'accomplir plus que tout autre format en termes de désescalade, d'élimination de la menace terroriste, d'élargissement de l'aide humanitaire et de promotion

du processus politique. Nous continuerons de travailler avec la Turquie conformément au mémorandum du 17 septembre 2018 sur la stabilisation de la situation dans la zone de désescalade d'Edleb (voir S/2018/852).

Nous demandons que nos efforts ne soient pas entravés par la fourniture d'une couverture politique aux terroristes ou par des actes de provocation.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock et la Directrice Susannah Sirkin de leurs exposés, qui sont malheureusement extrêmement alarmants.

Nous utilisons habituellement des expressions telles que « très préoccupés » lorsque nous parlons de la situation actuelle en Syrie, mais la situation est loin d'être habituelle. À l'heure où nous parlons, nous assistons à une escalade meurtrière du conflit dans le nord-ouest de la Syrie. À l'heure où nous parlons, des frappes militaires détruisent les espaces les plus sûrs, des camps de personnes déplacées et des marchés.

Toute opération militaire doit être menée dans le plein respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme pour éviter d'infliger des souffrances aux milliers de civils pris au piège des combats. La protection des civils et la garantie d'un accès sans entrave à l'aide humanitaire ne sont pas facultatives, mais constituent une obligation juridique qui incombe à toutes les parties à un conflit. Ceux qui ne s'y conforment pas doivent en être tenus responsables.

Des centaines de civils ont perdu la vie et plus de 440 000 personnes ont à nouveau été déplacées. La présence dans la région de groupes terroristes inscrits sur la liste de l'ONU et la poursuite de leurs activités contribuent aux souffrances des civils, mais la lutte contre eux ne saurait justifier les violations du droit international humanitaire, et les attaques visant des installations médicales constituent une grave violation. De tels agissements doivent cesser, d'autant plus que la majorité des frappes se sont produites dans le cadre du mécanisme de déconfliction. Les attaques contre des zones densément peuplées, qui font des centaines de morts parmi les civils, sont inacceptables et doivent également cesser.

M^{me} Susannah Sirkin vient de nous expliquer que des organisations non gouvernementales ont recensé les attaques perpétrées contre des établissements de santé et les décès de personnel médical depuis le début du conflit. Chaque jour, nous apprenons la destruction d'infrastructures civiles à Edleb. Il nous

faut malheureusement rappeler que c'est un scénario qui s'est déjà produit ailleurs en Syrie, à Alep et dans la Ghouta orientale. Les civils de ces zones ont été évacués principalement vers Edleb. Ils s'attendaient pour le moins à un niveau minimum de protection. Ce n'est hélas pas le cas.

J'insiste une fois de plus sur l'importance de veiller à ce que la zone de désescalade d'Edleb créée à l'initiative de la Russie et de la Turquie soit pleinement respectée. Il est absolument crucial d'éviter une catastrophe humanitaire de grande ampleur. Les parties au conflit ne doivent ménager aucun effort pour assurer la pleine application de cet accord sur le terrain.

Enfin, je tiens à souligner notre préoccupation face à l'état catastrophique des établissements de santé en Syrie. La plupart d'entre eux ne sont pas fonctionnels et ceux qui sont encore en activité sont trop mal équipés pour être en mesure de fournir des soins aux blessés et un soutien supplémentaire aux personnes handicapées. Selon nous, la communauté internationale, et en particulier le Conseil de sécurité, doivent plaider vigoureusement en faveur de la santé et de la protection des civils, notamment les femmes, les enfants et les personnes handicapées.

La situation est extrêmement préoccupante dans le nord-est et le nord-ouest de la Syrie. Je citerai à titre d'exemple les camps de Hol et de Roukban, où les gens attendent toujours le troisième convoi humanitaire, et celui de Raqqa, où il est pratiquement impossible de mener une vie normale.

Pour terminer, je rappelle qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit syrien. C'est pourquoi je voudrais également souligner qu'il importe de parvenir à un accord politique conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe). Un règlement politique s'impose d'urgence, car il reste le seul moyen d'instaurer une paix durable dans des circonstances extrêmement tragiques.

M. Ndong Mba (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : La Guinée équatoriale se félicite de la tenue de la présente séance et remercie M. Mark Lowcock et M^{me} Susannah Sirkin de leurs exposés fort utiles qui illustrent la situation alarmante et tragique que connaît actuellement la Syrie.

Le conflit en Syrie continue de produire des statistiques alarmantes. La région d'Edleb est sans aucun doute devenue l'une des provinces du nord les plus durement touchées par la guerre, comme M. Lowcock

et M^{me} Sirkin viennent de l'expliquer. Nous sommes confrontés à un véritable cauchemar, dont l'horreur ne fait que croître. Il en va de même des défis humanitaires actuels. L'aggravation de la violence que nous avons observée ces dernières semaines dans diverses régions de la Syrie, en particulier dans les zones de désescalade convenues par les garants d'Astana, augure mal des tendances en Syrie et illustre concrètement l'extrême instabilité de la situation dans ce pays.

Nous assistons à l'une des attaques les plus meurtrières dans des zones civiles depuis le début de l'escalade militaire il y a près de trois mois. Des roquettes pleuvent maintenant sur Edleb, tuant, comme on l'a souligné, plus de 450 personnes, dont des enfants, et plus de 500 000 personnes ont dû quitter leur foyer en raison de l'intensification des frappes aériennes. Pour ceux qui connaissent bien la ville italienne de Venise, cela équivaldrait à vider cette ville de sa population par deux fois.

La situation a atteint des proportions très préoccupantes, et de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer sans équivoque l'échec de la diplomatie internationale et des pays les plus puissants du monde. Cette conviction, partagée par de nombreux citoyens du monde, remet en question le noble travail et l'essence même des organisations internationales et des organes de décision, tels que le Conseil de sécurité.

Il n'est pas surprenant qu'il y a quelques jours, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M^{me} Michelle Bachelet, ait souligné dans une déclaration le « haussement d'épaules général » en réponse au grand nombre de victimes civiles, tout en mettant en exergue l'incapacité persistante des membres permanents du Conseil de sécurité à s'entendre afin d'utiliser leur pouvoir et leur influence pour faire cesser une fois pour toutes les combats et les tueries. Telle a toujours été la position du Gouvernement de la Guinée équatoriale, et nous espérons que cet énième appel à l'action et à la cessation de l'indifférence internationale permettra d'obtenir les résultats auxquels nous aspirons depuis si longtemps en mettant fin à la campagne militaire actuelle et en amenant les parties à la table des négociations politiques.

Dans ce climat d'insécurité persistante, nous exhortons une fois de plus les parties belligérantes à protéger la vie des civils et les infrastructures de base, telles que les écoles et les hôpitaux. Les établissements de santé sont d'autant plus indispensables que les

offensives militaires causent un nombre croissant de morts et de blessés.

Comme cela a été souligné, le principal hôpital opérationnel dans le sud d'Edleb et dans toute la région est celui de Maarret el-Nouman. Il est inadmissible qu'il continue de faire l'objet d'attaques régulières de la part de l'une ou l'autre partie. De nombreuses organisations humanitaires ne ménagent aucun effort pour appuyer le fonctionnement des services de santé vitaux, raison pour laquelle nous ne pouvons nous permettre de laisser s'effondrer toute l'action humanitaire internationale menée dans cette région.

Notre position est que les installations médicales, ainsi que les membres de leur personnel et leurs équipes, doivent être respectés, et nous nous faisons de nouveau l'écho de l'appel du Secrétaire général, qui condamne fermement les frappes aériennes en cours, les bombardements contre des centres de santé et le personnel médical, même si nous manquons déjà de mots pour condamner la violence contre la population civile et l'utilisation de cette population comme pions dans les combats entre les différents groupes impliqués dans ce conflit.

Nous pensons que même dans la lutte contre le terrorisme, le respect du droit international humanitaire doit toujours être assuré, et, en ce qui concerne la protection des centres de santé et des membres de leur personnel à Edleb, nous demandons avec insistance que les alliés des parties s'impliquent davantage afin d'éviter que la situation ne devienne incontrôlable.

Je conclus ma déclaration en formulant l'espoir que les prochaines réunions des garants du processus d'Astana, les 1^{er} et 2 août à Nour-Soultan, permettront d'atténuer l'escalade et de réactiver à court terme le cessez-le-feu conclu en septembre 2018.

M^{me} Mogashoa (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, de la manière remarquable dont vous avez dirigé les travaux du Conseil au cours de votre présidence ce mois-ci. Nous vous remercions de votre conduite à cet égard.

Je voudrais également remercier M. Lowcock et M^{me} Sirkin des exposés qu'ils ont présentés au Conseil ce matin.

L'Afrique du Sud demeure profondément préoccupée par la situation humanitaire en Syrie. Depuis le début de l'escalade des hostilités à la fin du

mois d'avril, des centaines de civils, pour la plupart des femmes et des enfants, ont perdu la vie, et d'innombrables autres ont subi des graves blessures, dans de nombreux cas des blessures qui bouleversent leur vie et les rendent handicapés à vie. Ma délégation est particulièrement préoccupée par les attaques perpétrées dans le nord-ouest de la Syrie, au cours desquelles des civils, en particulier des femmes et des enfants, ont perdu la vie lors de frappes aériennes sur des marchés et sur des zones résidentielles de plusieurs villes. Ces actions ont eu des répercussions particulièrement graves sur les femmes et les enfants, qui représentent 76 % de la population.

L'Afrique du Sud est également préoccupée par la destruction généralisée des infrastructures civiles. Depuis la fin du mois d'avril, pas moins de 37 incidents impliquant des installations ou du personnel de santé ont été signalés, tuant et blessant des civils et endommageant ou détruisant des installations sanitaires essentielles à la survie et au bien-être de la population. Il a été signalé qu'au cours de la même période, 47 écoles et plusieurs stations d'eau ont été endommagées ou détruites par des frappes aériennes ou des bombardements, ce qui a perturbé l'accès à l'eau non polluée et à l'éducation pour des centaines de milliers de personnes. Tout cela sans parler des séquelles psychologiques que les enfants garderont pendant des décennies en raison des traumatismes qu'ils ont subis. Le déplacement d'une grande partie de la population a également entraîné un certain nombre de problèmes, notamment la perturbation de la scolarisation, voire l'absence de scolarisation, à tous les niveaux pour des centaines de milliers d'enfants, et un accès limité aux soins de santé et à d'autres services sociaux de base.

L'Afrique du Sud condamne la poursuite des attaques contre les travailleurs humanitaires, qui mettent leur vie en danger pour soutenir et aider celles et ceux qui ont cruellement besoin de services de base mais qui ne sont pas épargnés par la violence continue. L'Afrique du Sud exhorte toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme pour la protection des civils et des infrastructures civiles. Il importe également que les signataires du mémorandum de cessez-le-feu de septembre 2018 en respectent les dispositions.

L'Afrique du Sud réaffirme que, tout en reconnaissant la menace que posent les groupes terroristes et les actes de violence qu'ils commettent, aucune mesure prise pour lutter contre les activités

terroristes ne doit l'être aux dépens de la vie de civils innocents. Ces mesures ne doivent être prises que dans les limites fixées par le droit international.

J'en viens maintenant à la situation dans les camps de Roukban et de Hol. Je tiens à réitérer la position de l'Afrique du Sud, à savoir que bien que nous nous félicitons des informations selon lesquelles plus de 17 000 personnes ont quitté Roukban, d'autres n'ont pas les ressources nécessaires pour partir. Il est essentiel que les déplacés qui restent à Roukban reçoivent l'assistance dont ils ont besoin, et nous engageons les parties concernées à accorder les autorisations nécessaires pour l'acheminement d'une aide supplémentaire au camp. La situation à Hol demeure préoccupante, d'autant plus que la hausse des températures dans la région crée des problèmes supplémentaires. Nous saluons l'action menée par les nombreuses organisations humanitaires qui fournissent des vivres, de l'eau, des services d'assainissement et d'hygiène, ainsi que des services d'éducation et de santé au camp.

Pour terminer, l'Afrique du Sud est convaincue que la seule solution durable à la question syrienne, c'est un règlement politique obtenu par la voie d'un dialogue inclusif, piloté et pris en mains par les Syriens. Nous appuyons les efforts déployés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Geir Pedersen, pour faciliter ces négociations sans exclusive. À cet égard, nous attendons avec intérêt le prochain rapport de M. Pedersen sur ses activités récentes.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Pérou.

Nous remercions M^{me} Susannah Sirkin et M. Mark Lowcock de leurs importants exposés. Nous leur exprimons notre reconnaissance pour les efforts qu'ils déploient pour alléger les souffrances en Syrie.

Le Pérou note avec une profonde préoccupation l'escalade de la violence sur le territoire syrien et la grave détérioration de la situation humanitaire qu'elle entraîne. Le nord-ouest du pays reste au centre de l'attention à l'heure actuelle, en raison de la densité de sa population, de sa forte instabilité et des risques accrus auxquels il est exposé en raison du contrôle étendu de la zone par des groupes terroristes. Nous sommes alarmés de constater que dans cette région, l'on continue de ne faire aucun cas des principes fondamentaux du droit international humanitaire et des droits de l'homme,

tels que la proportionnalité des ripostes militaires et le principe de précaution quant à leurs effets.

Le Pérou exprime lui aussi son profond regret pour les décès d'enfants, qui se sont multipliés cette année en raison de frappes aériennes qui ne font pas la distinction entre population civile et combattants. Nous déplorons également la destruction des infrastructures civiles, notamment des écoles, des centres médicaux et des installations d'approvisionnement en eau potable, avec la circonstance aggravante que les coordonnées géographiques de plusieurs de ces centres ont été communiquées aux autorités syriennes. Ces actes barbares doivent prendre fin immédiatement.

Nous devons souligner que ces actes constituent des violations flagrantes du droit international et qu'en raison de leur caractère intentionnel et de leurs conséquences sur la population civile, ils peuvent et doivent être qualifiés de crimes de guerre. Nous espérons que ces actes répréhensibles feront l'objet d'enquêtes exhaustives, pour que l'on identifie et sanctionne comme il se doit leurs auteurs. Nous tenons à souligner la responsabilité particulière qui incombe aux pays qui ont la capacité d'exercer une influence et qui peuvent et doivent faire davantage pour que les parties cessent de rechercher une solution militaire. Le maintien de l'accord conclu par la Turquie et la Russie en septembre 2018 est, dans ces circonstances délicates, d'une importance fondamentale.

L'accent mis sur l'évolution de la situation dans le nord-ouest de la Syrie ne doit en aucun cas détourner notre attention de l'urgence de faire face aux crises humanitaires qui planent sur d'autres parties du territoire syrien. Nous estimons qu'il est impératif de redoubler d'efforts pour répondre aux besoins fondamentaux des dizaines de milliers de déplacés qui vivent encore dans le camp de Hol, et pour promouvoir des solutions globales qui leur permettront de rentrer chez eux dans des conditions de sécurité et dans la dignité. Nous encourageons à cet égard le Gouvernement irakien à concrétiser les plans de rapatriement de ses plus de 30 000 ressortissants, avec l'accompagnement de l'ONU. Ces efforts doivent être particulièrement marqués à Raqqa et dans d'autres centres urbains de Deïr el-Zor, car le retour des habitants de ces provinces est un fait concret qui rend impérative une plus grande mobilisation de la communauté internationale si l'on veut leur assurer des conditions de vie et de sécurité minimales. Nous encourageons aussi les autorités syriennes à délivrer les autorisations dont l'Organisation a besoin pour pouvoir

procéder à des évaluations exhaustives des conditions de vie dans le camp de Roukban et fournir une aide durable.

Je termine en réaffirmant que seul un règlement politique, sur la base de la résolution 2254 (2015) et du Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe), permettra de surmonter la catastrophe humanitaire qui continue d'affecter la Syrie, et ce dans le strict respect de sa souveraineté, de son unité et de son intégrité territoriale

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

M^{me} Sirkin a demandé la parole pour apporter une précision.

M^{me} Sirkin (*parle en anglais*) : Je voudrais juste rectifier une citation inexacte de ma déclaration faite tout à l'heure par le représentant de la Fédération de Russie, qui a dit que les deux tiers des attaques signalées le mois dernier et dont nous avons parlées s'étaient en fait révélées montées de toutes pièces. Ce n'est absolument pas ce que j'ai dit. En fait, jusqu'à présent nous avons confirmé 16 attaques, mais nous poursuivons notre décompte. Cela est dû à la façon rigoureuse dont nous procédons. Nous ne sommes pas naïfs en effet et nous ne nous précipitons pas sur n'importe quelle information pour la publier. Nous appliquons une méthodologie très sérieuse, et il est absolument impossible que nous ayons repris de fausses informations. Voilà, je voulais juste rectifier cette citation inexacte qui a été faite de ma déclaration.

Le Président (*parle en espagnol*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste.

Avant de lever la séance, qui est la dernière prévue dans cette salle pour le mois de juillet, je voudrais, au nom de la délégation péruvienne, exprimer nos sincères remerciements à tous les membres du Conseil pour leur appui, leur coopération et leurs conseils constants durant ce mois, qui a été un mois de travail intense durant

lequel nous n'avons pas toujours été d'accord, mais au cours duquel nous n'avons pas eu besoin de procéder à un quelconque vote de procédure et avons adopté trois résolutions à l'unanimité. Cela atteste des efforts que nous avons tous faits pour préserver l'unité du Conseil, une valeur primordiale qui, nous l'espérons, s'étendra à d'autres questions à l'ordre du jour.

Nous voudrions remercier tous les fonctionnaires des délégations du Conseil – des Représentants permanents à chacun des experts des questions que nous avons examinées – pour leurs efforts et leur dévouement. Nos remerciements vont aussi à Hasmik Egan, à James Sutterlin et à toute l'équipe efficace de la Division des affaires du Conseil de sécurité qui nous a accompagnés durant notre voyage en Colombie, ainsi qu'aux préposés aux services de conférence, aux interprètes, aux rédacteurs de procès-verbaux, aux agents de sécurité, à notre affable secrétaire de la présidence, aux attachés de presse et aux journalistes. Je remercie en outre mon équipe pour ses efforts, son organisation et son dévouement durant ce mois de présidence, ainsi que pour les efforts qu'elle n'a cessé de déployer afin de s'acquitter de la manière la plus efficace de cette délicate tâche qui nous a été confiée durant ces deux années.

J'ai le plaisir de passer le relais à la Mission polonaise, nos voisins et amis durant ces deux années, et de lui souhaiter plein succès. Nous sommes certains que sous la direction de l'Ambassadrice Wronecka et de sa solide équipe, sa présidence sera couronnée de succès. Ils peuvent compter sur notre entière coopération durant le mois à venir.

Je remercie une fois encore tout le monde, et je voudrais citer un éminent diplomate péruvien, l'Ambassadeur Javier Pérez de Cuéllar, pour réaffirmer notre attachement indéfectible à la paix, qui n'est pas juste un rêve, mais le bien le plus précieux de l'humanité.

La séance est levée à 12 h 5.